

17 octobre 2024



Perspectives économiques et financières – octobre 2024



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles.

Analystes principaux :

Régine Cléophat, analyste
Mark Creighton, analyste principal
Matt Dong, analyste
Eskandar Elmarzougui, analyste principal
Albert Kho, analyste
Marianne Laurin, analyste
Matthew McGoey, analyste

Katarina Michalyshyn, analyste principale
Nora Nahornick, conseillère-analyste
Caroline Nicol, conseillère-analyste
Ulysse Robert-Lacroix, analyste
Jason Stanton, conseiller-analyste
Zachary Vrhovsek, analyste

Collaborateur :

Chris Matier, conseiller principal

Préparé sous la supervision de :

Robert Behrend, directeur par intérim
Jason Jacques, directeur général
Diarra Sourang, directrice

Nathalie Desmarais, Sloane Mask, Marie-Eve Hamel Laberge, Martine Perreault et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport aux fins de publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, [veuillez communiquer avec le Bureau du directeur parlementaire du budget](#).

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Faits saillants.....	1
Résumé	3
Perspectives économiques	3
Perspectives financières.....	7
Risques et incertitude	10
Annexe A : Perspectives économiques détaillées.....	15
Annexe B : Composition du PIB nominal	17
Annexe C : Perspectives de revenus détaillées.....	18
Annexe D : Perspectives détaillées concernant les charges de programmes	19
Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi	21
Annexe F : Charges de programmes directes	22
Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale	23
Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles de mars 2024	24
Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles du budget de 2024.....	26
Notes	28

Faits saillants

Le DPB prévoit que la croissance de l'économie canadienne demeurera modeste en 2024. Les taux d'intérêt continueront de freiner la croissance des dépenses de consommation et des investissements des entreprises. Nous nous attendons à ce que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel rebondisse à 2,2 % en 2025, car la baisse des coûts d'emprunt stimule les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, et encourage la reprise des exportations.

Compte tenu de l'offre excédentaire persistante au sein de l'économie, l'inflation mesurée par l'Indice des prix à la consommation est en voie de revenir à sa cible de 2 %. Nous prévoyons que la Banque du Canada continuera de réduire progressivement son taux directeur jusqu'à ce qu'il atteigne son niveau neutre estimé à 2,75 % au deuxième trimestre de 2025.

Nous estimons qu'il y avait un déficit budgétaire de 46,8 milliards de dollars (1,6 % du PIB) en 2023-2024. Pour l'exercice financier en cours, soit 2024-2025, le DPB prévoit que le déficit budgétaire diminuera légèrement à 46,4 milliards de dollars (1,5 % du PIB) dans le cadre d'une politique de statu quo. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait revenir sur sa trajectoire descendante et passer à 22,5 milliards de dollars (0,6 % du PIB) en 2029-2030.

Le DPB prévoit que le ratio de la dette fédérale au PIB restera à 42,2 % en 2024-2025. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le ratio de la dette fédérale devrait atteindre 39,0 % en 2029-2030, ce qui est bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB en 2019-2020.

Le DPB prévoit que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes totales) passera à 10,6 % en 2024-2025, alors qu'il s'établissait à 10,3 % en 2023-2024. Comme le taux d'intérêt effectif sur la dette est légèrement plus élevé en 2024-2025, nous prévoyons que le ratio du service de la dette

augmentera encore et qu'il atteindra 11,2 % en 2029-2030, soit bien au-dessus de son creux record de 7,0 % enregistré avant la pandémie en 2018-2019.

Résumé

Le présent rapport fournit une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles dans le cadre des politiques actuelles. Nos perspectives intègrent les données économiques allant jusqu'au 1^{er} octobre. Elles comprennent aussi les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement dans le budget de 2024 et jusqu'au 31 août. On trouvera ci-dessous un aperçu condensé des Perspectives économiques et financières (PEF) du DPB. Les détails des projections sont fournis aux annexes A à I.

Perspectives économiques

L'économie canadienne a dépassé nos attentes au premier semestre de 2024, affichant une croissance trimestrielle moyenne du PIB réel de 1,9 % (selon les taux annuels). La croissance relève en grande partie de la consommation des ménages et de celle des administrations publiques, qui représentent à l'heure actuelle les principaux facteurs de la croissance globale.

Nous prévoyons que la croissance économique ralentira au cours du reste de l'année, à mesure que la contribution des dépenses publiques diminuera. Dans l'ensemble, nous prévoyons que le PIB réel progressera de 1,1 % en 2024. Malgré les récentes baisses de taux établies par la Banque du Canada, les taux d'intérêt resteront élevés pour le reste de l'année et continueront d'exercer des pressions à la baisse sur les dépenses de consommation et les investissements. De plus, nous prévoyons que les investissements en inventaires diminueront la croissance, car les entreprises continuent de réduire leurs niveaux de stocks.

Le marché du travail a d'ailleurs ralenti tout au long de 2024 au même titre que l'activité économique. Le taux de chômage a légèrement augmenté, atteignant 6,7 % en août 2024, car l'amélioration de l'emploi n'a pas suivi le rythme soutenu de la croissance démographique. Nous prévoyons que le taux de chômage demeurera supérieur à 6 % jusqu'à la moitié de 2026, avant de diminuer graduellement à 5,6 % d'ici la fin de notre horizon de projection, ce qui cadre avec la baisse prévue du taux d'activité attribuable au vieillissement de la population et au ralentissement de la croissance démographique (encadré 1-1).

Nous prévoyons que la croissance du PIB réel rebondira à 2,2 % en 2025 (tableau 1), car la baisse des coûts d'emprunt stimule les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, et encourage la reprise des exportations. De 2027 à 2029, nous prévoyons que la croissance du PIB réel sera en moyenne de 1,9 %, ce qui est légèrement supérieur à notre estimation de la croissance de la production potentielle (1,8 %) pour la même période.

Tableau 1

Sommaire des perspectives économiques, en pourcentage (à moins d'indication contraire)

	2023	2024	2025	2026	2027-2029
Croissance du PIB réel	1,2	1,1	2,2	2,0	1,9
Taux de chômage	5,8	6,7	6,2	5,9	5,6
Prix du pétrole WTI (\$ US)	78	77	69	70	73
Inflation de l'IPC	3,9	2,3	1,7	1,9	1,9
Taux directeur de la Banque du Canada	5,00	3,75	2,75	2,75	2,75

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La période de prévision s'étend de 2024 à 2029. Le taux de chômage et le taux directeur de la Banque du Canada sont des valeurs de fin de période.

En août 2024, l'inflation est revenue à sa cible de 2 %¹. Maintenant que l'offre est excédentaire et que les prix de l'énergie sont plus bas, nous prévoyons que l'inflation des prix à la consommation continuera de baisser à court terme, pour se stabiliser à 1,9 % en moyenne entre 2026 et 2028.

D'après nos prévisions concernant l'inflation et l'écart de production, nous prévoyons que la Banque du Canada continuera de réduire progressivement son taux directeur jusqu'à ce qu'il atteigne son niveau neutre estimé à 2,75 % au deuxième trimestre de 2025².

Dans l'ensemble, nos perspectives pour le PIB nominal – la mesure la plus importante de l'assiette fiscale du gouvernement – sont supérieures à celles indiquées dans nos [PEF de mars 2024](#). Cette augmentation est principalement attribuable aux révisions historiques de 2023 et à une croissance plus forte que prévu au premier semestre de 2024. Dans

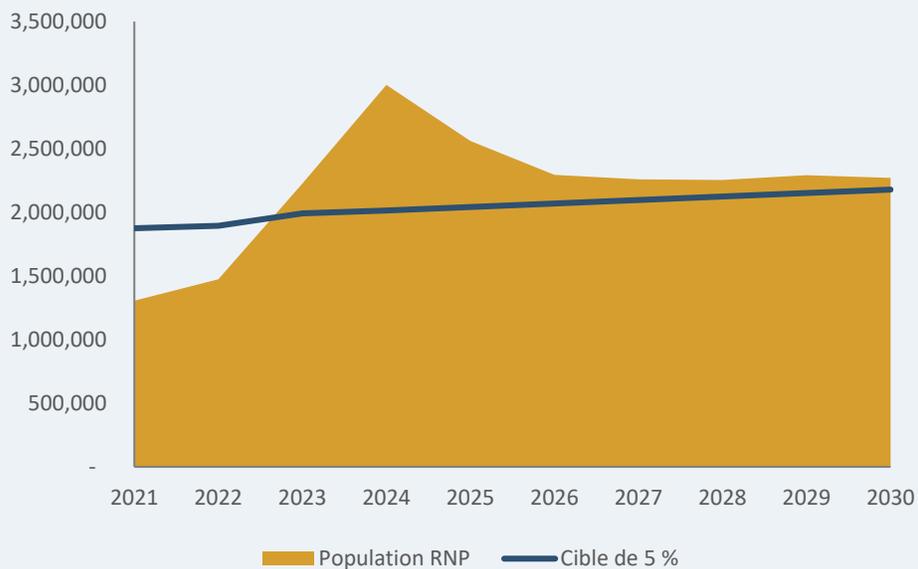
l'ensemble, le niveau du PIB nominal devrait être supérieur de 17,4 milliards de dollars par an, en moyenne, de 2024 à 2028, que ce qui était indiqué dans nos perspectives de mars 2024.

Encadré 1-1 : Résidents non permanents

En mars 2024, le gouvernement a annoncé son intention de réduire la proportion de résidents non permanents (RNP) dans la population à 5 % sur trois ans. Depuis, le gouvernement a apporté une série de modifications à ses programmes de résidence temporaire dans le but de réduire considérablement l’afflux de RNP.

Dans le cadre de ses projections économiques, le DPB a révisé la composante des RNP de son scénario démographique de référence afin de tenir compte des dernières données démographiques de Statistique Canada et de l’incidence prévue des nouvelles politiques gouvernementales sur les futurs afflux de RNP.

Figure E-1: Scénario de base du DPB pour la population de résidents non-permanents



Source :
Statistique Canada.
Bureau du directeur parlementaire du budget.

Encadré 1-1 : Résidents non permanents (suite)

Dans notre scénario, la population d'étudiants étrangers se stabilisera à environ 1 million au cours de la période de prévision, tandis que le nombre de titulaires de permis de travail devrait diminuer rapidement et se stabiliser légèrement au-dessus de 800 000 d'ici 2027. Enfin, le nombre de demandeurs d'asile resterait stable à environ 400 000.

Cette mise à jour de notre scénario démographique a entraîné une révision à la baisse de nos projections de la taille de la population active canadienne d'environ 1% à partir de 2027, exerçant une pression à la baisse sur la croissance de la production potentielle.

L'atteinte de l'objectif du gouvernement fédéral exigerait une réduction de la population de RNP, de près d'un million de résidents temporaires.

La figure E-1 montre que, malgré une forte diminution de la population de RNP au cours des deux prochaines années, notre scénario de référence prévoit que le gouvernement n'atteindra pas l'objectif annoncé.

Toutefois, il est important de souligner que les afflux futurs de RNP sont grandement incertains. Parmi les divers facteurs qui pourraient avoir une incidence sur ce scénario, notons une augmentation de la demande de permis de travail post-diplôme et un afflux plus élevé que prévu de demandeurs d'asile, ce qui représente des risques importants à la hausse.

Perspectives financières

Nos perspectives du statu quo tiennent compte des nouvelles mesures annoncées dans le budget de 2024 et jusqu'au 31 août. Ensemble, les nouvelles mesures représentent de nouvelles dépenses nettes de 44,2 milliards de dollars de 2023-2024 à 2028-2029³.

En l'absence de résultats financiers définitifs pour le dernier exercice, nous estimons qu'il y avait un déficit budgétaire de 46,8 milliards de dollars (1,6 % du PIB) en 2023-2024. Pour l'exercice financier actuel, soit 2024-2025, nous projetons une légère diminution du déficit, à 46,4 milliards de dollars (1,5 % du PIB) en raison d'une meilleure croissance des recettes, partiellement compensée par des dépenses plus élevées (tableau 2).

En 2025-2026, en supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit introduite et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait reprendre sa trajectoire descendante. Nous estimons d'ailleurs que le déficit atteindra 22,5 milliards de dollars (0,6 % du PIB) en 2029-2030, alors que la croissance des recettes fiscales devrait suivre l'augmentation du PIB nominal et que la croissance des dépenses de programme devrait rester relativement limitée.

Tableau 2

Résumé des perspectives financières, en milliards de dollars (à moins d'indication contraire)

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Revenus	461,0	496,6	513,6	535,8	560,3	583,0	605,8
Dépenses de programmes	452,8	485,9	497,0	509,1	527,6	545,2	564,7
Frais de la dette publique	47,4	52,8	53,7	57,8	61,3	64,6	67,6
Pertes actuarielles	7,6	4,2	1,8	-1,2	-0,2	-2,9	-4,0
Charges	507,7	543,0	552,6	565,8	588,8	606,8	628,3
Solde budgétaire	-46,8	-46,4	-39,0	-30,0	-28,5	-23,8	-22,5
Dette fédérale	1 221,1	1 267,4	1 306,4	1 336,4	1 364,8	1 388,6	1 411,2
Solde budgétaire, % du PIB	-1,6	-1,5	-1,3	-0,9	-0,8	-0,7	-0,6
Dette fédérale, % du PIB	42,2	42,2	42,0	41,4	40,8	39,9	39,0

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

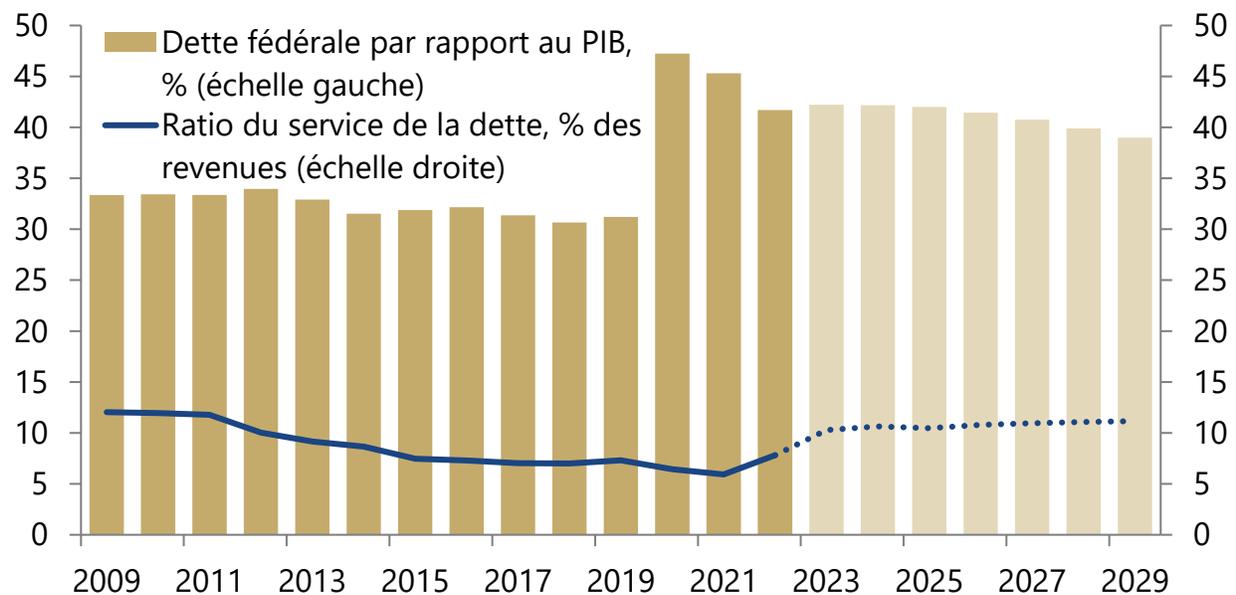
La projection de la dette fédérale pour 2023-2024 comprend 1,3 milliard de dollars d'autres pertes globales et des pertes de réévaluation nettes sur les instruments financiers tirées de [la revue financière de mars 2024](#)⁴. La valeur pour l'exercice 2023-2024 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Nous prévoyons que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes totales) passera à 10,6 % en 2024-2025, alors qu'il s'établissait à 10,3 % en 2023-2024 (figure 1). Comme le taux d'intérêt effectif sur la dette est légèrement plus élevé en 2024-2025, nous prévoyons que le ratio du service de la dette augmentera encore et qu'il atteindra 11,2 % en 2029-2030, soit bien au-dessus de son creux record de 7,0 % enregistré avant la pandémie en 2018-2019.

En 2023-2024 et 2024-2025, nous prévoyons que le ratio de la dette fédérale au PIB sera 42,2 %. Le ratio de la dette fédérale au PIB devrait ensuite atteindre 39,0 % en 2029-2030, ce qui est bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB en 2019-2020. Le ratio de la dette fédérale au PIB devrait être de 0,2 point de pourcentage plus haut, en moyenne, de 2024-2025 à 2028-2029 que ce qui était indiqué dans nos perspectives de mars 2024.

Figure 1

Ratios de la dette fédérale et du service de la dette, en pourcentage



Source :
 Ministère des Finances Canada.
 Statistique Canada.
 Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :
 Les données sont présentées par exercice financier (2023 correspond à l'exercice 2023-2024). La valeur pour l'exercice financier 2023-2024 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030.

Par rapport à nos perspectives de mars 2024, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de 4,1 milliards de dollars, en moyenne, pour la période de 2023-2024 à 2028-2029. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux nouvelles mesures de dépenses annoncées par le gouvernement qui stimulent nos projections relatives aux charges de programmes directes (tableau 3).

L'augmentation des charges est partiellement compensée par l'augmentation des recettes projetées. Si l'on exclut le budget de 2024 et les mesures hors cycle, nos prévisions de recettes fiscales s'élèvent à 5,5 milliards de dollars par année, en totale, ce qui est supérieur à nos dernières PEF. Cela reflète une hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés au cours de la période de prévision⁵.

Tableau 3

Évolution du solde budgétaire depuis mars 2024, en milliards de dollars

	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Solde budgétaire – PEF de mars 2024	-46,8	-40,8	-35,5	-25,1	-24,4	-16,9
Nouvelles mesures	-2,9	-8,1	-10,3	-8,2	-7,4	-7,4
Autres développements économiques et financiers	2,9	2,5	6,9	3,3	3,4	0,5
Solde budgétaire – PEF d'octobre 2024	-46,8	-46,4	-39,0	-30,0	-28,5	-23,8

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les mesures supplémentaires comprennent celles annoncées dans le budget de 2024 et jusqu'au 31 août. La valeur pour l'exercice financier 2023-2024 est une estimation. La période de prévision couvre les exercices 2024-2025 à 2029-2030. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Risques et incertitude

Nos perspectives fournissent une projection de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et financiers possibles dans le cadre des politiques actuelles (c'est-à-dire, selon une base de référence du « statu quo »). Si l'on fait abstraction des nouvelles mesures qui seront vraisemblablement annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne de 2024 du gouvernement, nous estimons que les risques qui pèsent sur nos prévisions économiques et financières de référence sont à peu près équilibrés.

En ce qui concerne les risques à la baisse, nous continuons d'estimer que le risque le plus important est une incidence plus forte que prévu des augmentations antérieures du taux directeur de la Banque du Canada, qui entraînerait des répercussions négatives sur l'économie canadienne et les finances fédérales. En outre, les tensions géopolitiques au Moyen Orient pourraient entraîner une hausse des prix des matières premières et des perturbations dans le transport de marchandises, ce qui augmenterait davantage les coûts d'importation et atténuerait la baisse de l'inflation.

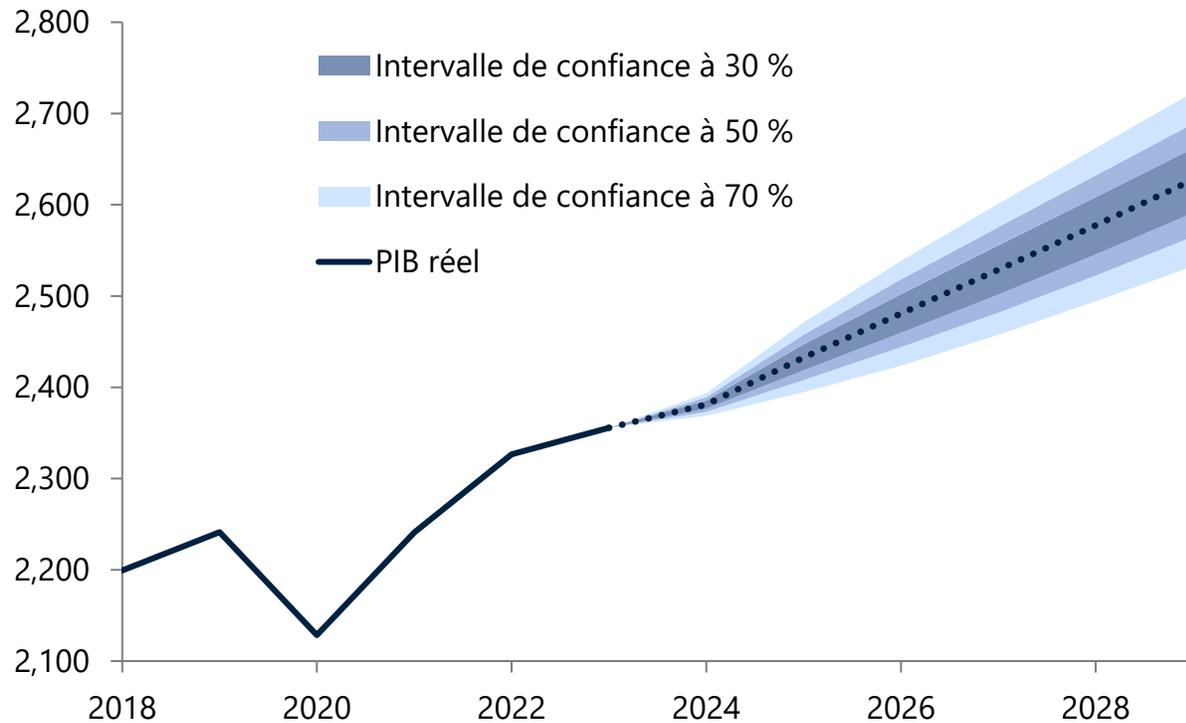
D'un point de vue positif, les dépenses des ménages pourraient être plus élevées que prévu. Cette situation stimulerait la croissance économique et les recettes fiscales fédérales et réduirait l'admissibilité aux prestations fondées sur les ressources.

Pour illustrer l'incertitude relative aux perspectives économiques et financières, nous construisons des distributions de résultats futurs possibles centrées sur notre projection de base. Ces distributions servent alors à calculer des intervalles de « confiance »⁶.

Par rapport à notre projection de base de croissance du PIB réel (1,8 % par année, en moyenne, de 2024 à 2029), les intervalles de confiance de 30, 50 et 70 % illustrés dans la figure 2 sont compatibles avec une croissance annuelle moyenne de $\pm 0,2$, $\pm 0,4$ et $\pm 0,6$ point de pourcentage, respectivement.

Figure 2

Incertitude relative aux perspectives du PIB réel, en milliards de dollars enchaînés (de 2017)



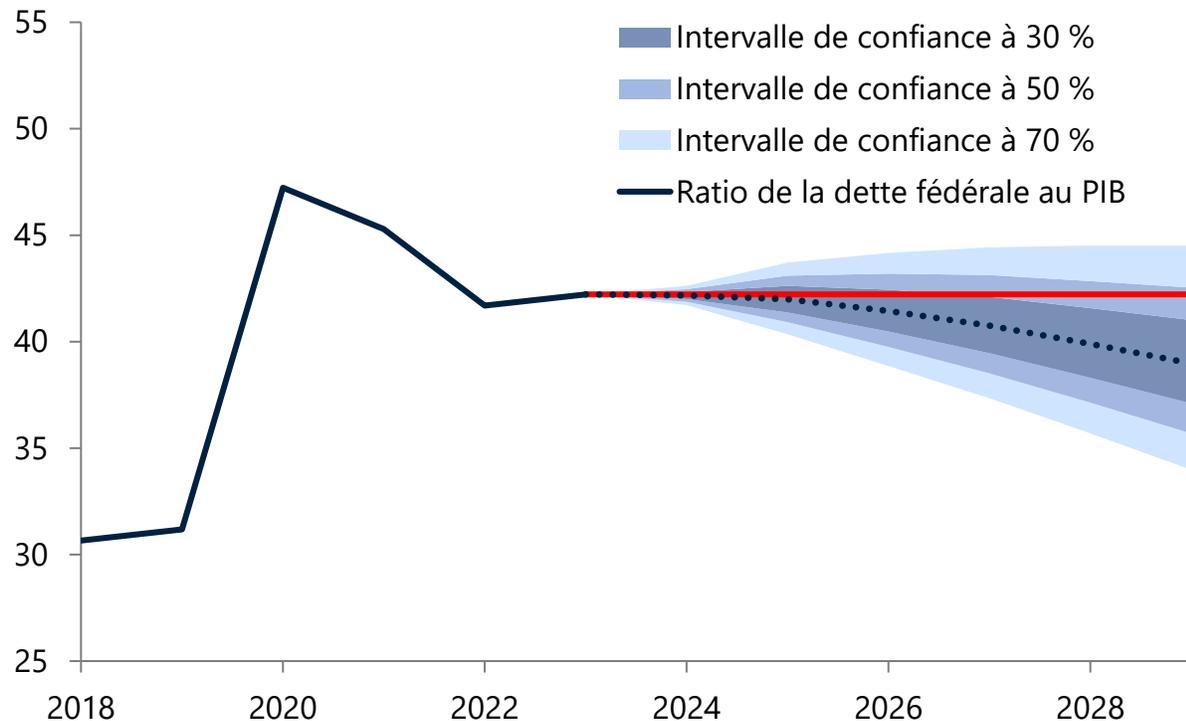
Source :
Statistique Canada.
Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :
La période de prévision s'étend de 2024 à 2029.

Compte tenu des résultats économiques possibles associés à notre projection de base, et selon l'hypothèse de statu quo, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le ratio de la dette fédérale au PIB en 2029-2030 entre 34,0 % et 44,5 % (figure 3). Nous estimons qu'il y a 73 % de chances qu'en 2029-2030, le ratio de la dette fédérale au PIB soit inférieur à son niveau de référence de 42,2 % de 2023-2024.

Figure 3

Incertitude relative aux perspectives du ratio de la dette fédérale au PIB, en pourcentage



Source :
 Ministère des Finances Canada.
 Statistique Canada.
 Bureau du directeur parlementaire du budget.

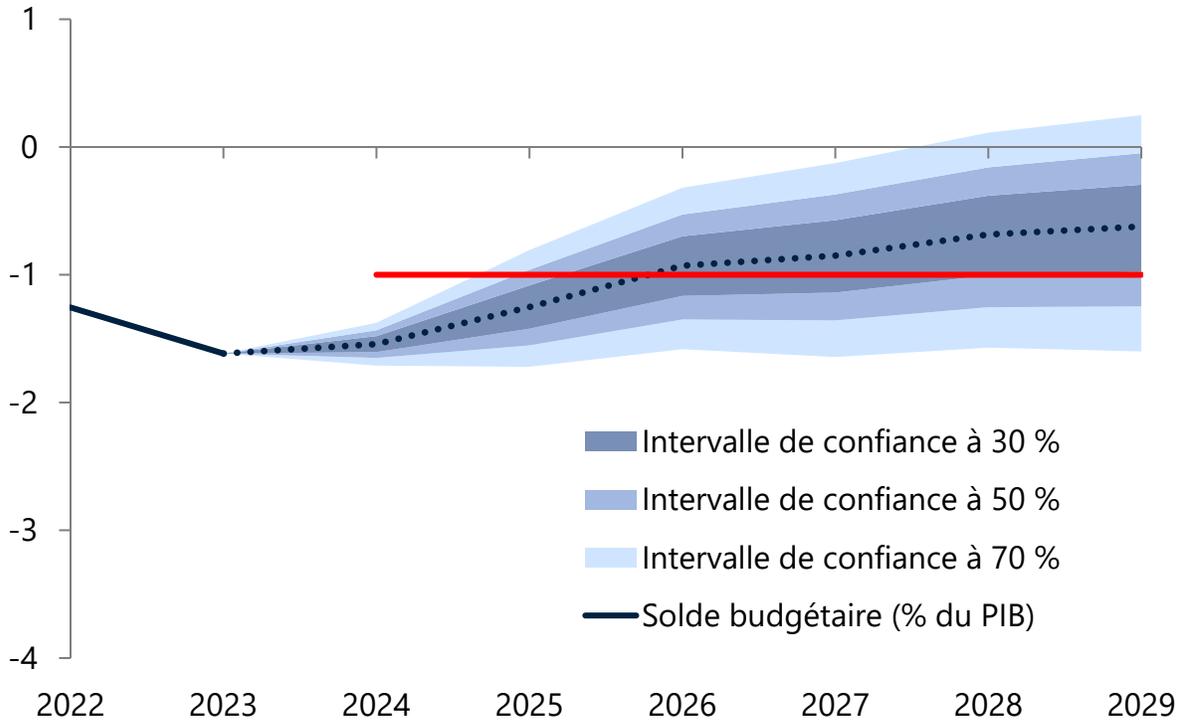
Note :
 Les séries sont présentées sur la base d'un exercice financier (2024 correspond à l'exercice 2024-2025). La période de prévision s'étend de 2024-2025 à 2029-2030. La ligne rouge correspond au niveau du ratio de la dette fédérale au PIB en 2023-2024.

Selon l'hypothèse du statu quo, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le solde budgétaire par rapport au PIB en 2026-2027 (la première année du seuil de déficit de 1 % du PIB établi par le gouvernement) entre un déficit de 1,6 % et de 0,3 % (figure 4). Nous estimons qu'il existe une probabilité de 46 % que le déficit soit supérieur à son niveau de référence de 1 % en 2026-2027.

Pour 2029-2030, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le solde budgétaire entre un déficit de 1,6 % du PIB et un excédent de 0,2 % du PIB. En l'absence de nouvelles mesures, nous estimons qu'il existe une probabilité de 34 % que le déficit soit supérieur à son niveau de référence de 1 % en 2029-2030.

Figure 4

Incertitude entourant les perspectives pour le solde budgétaire, en pourcentage du PIB



Source :
 Ministère des Finances Canada.
 Statistique Canada.
 Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :
 Les séries sont présentées sur la base d'un exercice financier (2023 correspond à l'exercice 2023-2024).
 La période de prévision s'étend de 2024-2025 à 2029-2030. La ligne rouge correspond au seuil de déficit de 1 % du PIB du gouvernement (en vigueur en 2026-2027 et pour les exercices suivants).

Annexe A : Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Prévision						
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Croissance du PIB réel							
octobre 2024	1,2	1,1	2,2	2,0	1,9	1,9	1,9
mars 2024	1,1	0,8	2,4	2,2	2,1	2,0	
Croissance du PIB potentiel							
octobre 2024	1,9	2,7	2,0	1,2	1,5	1,9	1,9
mars 2024	2,1	2,5	2,0	1,9	1,9	1,9	
Inflation du PIB							
octobre 2024	1,5	2,8	1,3	1,6	1,9	2,0	2,0
mars 2024	1,3	2,1	1,6	1,8	2,0	2,0	
Croissance du PIB nominal							
octobre 2024	2,8	3,9	3,5	3,7	3,8	3,9	4,0
mars 2024	2,4	3,0	4,0	4,0	4,1	4,1	
PIB nominal (milliard de \$)							
octobre 2024	2 892	3 005	3 111	3 225	3 349	3 481	3 621
mars 2024	2 880	2 966	3 086	3 210	3 343	3 479	
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
octobre 2024	5,1	3,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
mars 2024	5,1	3,5	2,5	2,5	2,5	2,5	
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
octobre 2024	3,6	3,3	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
mars 2024	3,6	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	
Taux de change (cent US / \$ CAN)							
octobre 2024	74,1	73,7	75,8	77,9	79,1	79,6	79,9
mars 2024	74,1	75,3	76,1	76,8	77,4	77,7	
Taux de chômage							
octobre 2024	5,8	6,7	6,2	5,9	5,7	5,6	5,6
mars 2024	5,8	5,9	5,7	5,6	5,6	5,5	
Inflation de l'IPC							
octobre 2024	3,9	2,3	1,7	1,9	1,9	2,0	2,0
mars 2024	3,9	2,4	1,9	1,9	1,9	2,0	
Croissance du PIB réel américain							
octobre 2024	2,9	2,6	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8
mars 2024	2,5	2,1	1,7	1,8	1,8	1,8	
Prix du pétrole WTI (\$ US)							

octobre 2024	78	77	69	70	72	73	74
mars 2024	78	74	70	70	71	72	

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Le taux de chômage et les taux d'intérêts (taux directeur de la Banque du Canada, Taux des bons du Trésor à 3 mois, Taux des obligations du gouvernement à 10 ans) sont des valeurs de fin de période

Annexe B : Composition du PIB nominal

% du PIB	Projection						
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	53,7	54,1	54,6	54,9	55,1	55,5	55,9
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	21,2	21,8	21,9	21,6	21,4	21,2	21,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,9	4,0	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0
Investissements résidentiels	7,7	7,4	7,1	7,4	7,4	7,5	7,7
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	11,1	11,0	11,2	11,3	11,5	11,5	11,4
Investissements en stocks	1,2	0,9	0,6	0,3	0,3	0,2	0,1
Exportations de biens et services	33,4	32,5	32,1	31,9	32,0	31,9	31,8
Importations de biens et services	33,8	33,3	33,2	33,2	33,4	33,6	33,7
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	51,1	51,8	51,7	51,1	51,2	51,5	51,6
Revenu mixte net	8,9	9,3	9,1	8,8	8,8	8,8	8,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	10,7	9,1	8,9	9,7	9,6	9,1	8,8
Revenu des investissements	2,1	2,2	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,8	17,0	16,9	16,7	16,6	16,6	16,6
Impôts moins les subventions sur la production	3,7	3,9	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,6	6,8	7,0	7,1	7,3	7,4	7,5

Source :

Statistique Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe C : Perspectives de revenus détaillées

En milliard de \$	Estimation	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	219,6	233,4	242,1	251,3	261,8	273,4	285,1
Impôt sur le revenu des sociétés	82,5	87,5	88,1	90,9	94,3	95,4	97,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	12,6	13,2	13,5	13,8	14,4	14,8	15,6
Total	314,7	334,1	343,7	356,1	370,5	383,6	397,9
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	51,2	53,6	55,2	56,5	58,6	60,9	63,8
Droits de douane à l'importation	5,6	6,1	6,8	7,2	7,6	8,0	8,3
Autres taxes et droits d'accise	12,7	13,3	13,4	13,5	13,5	13,6	13,7
Total	69,5	73,0	75,4	77,2	79,8	82,5	85,8
Autres revenus fiscaux	0,1	2,6	1,4	4,1	3,7	3,7	3,7
Produits issus de la redevance sur les combustibles	10,6	13,0	15,2	17,2	19,3	21,1	22,9
Cotisations d'assurance-emploi	29,3	30,9	31,0	31,0	32,1	33,4	34,7
Autres revenus							
Sociétés d'État entreprises	4,1	9,1	13,8	16,5	19,1	21,2	22,3
Autres programmes	28,9	30,8	30,7	30,7	31,5	32,5	33,5
Revenu net des opérations de change	3,7	3,1	2,4	3,1	4,4	5,0	5,0
Total	36,7	42,9	47,0	50,2	55,0	58,7	60,8
Total des revenus budgétaires	461,0	496,6	513,6	535,8	560,3	583,0	605,8
Pour cent du PIB							
Total – revenus fiscaux	13,3	13,6	13,5	13,6	13,6	13,5	13,5
Produits du régime de tarification de la pollution	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7
Total – revenus budgétaires	15,9	16,5	16,5	16,6	16,7	16,7	16,7

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Annexe D : Perspectives détaillées concernant les charges de programmes

En milliard de \$	Estimation	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	76,0	80,7	85,2	90,1	95,1	100,4	105,8
Prestations d'assurance-emploi	23,0	26,0	27,1	27,5	28,6	29,8	30,7
Soutien au revenu pour les travailleurs touchés par la COVID-19	-4,8	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	26,3	28,5	29,5	30,2	30,8	31,4	32,1
Total	120,5	135,0	141,7	147,8	154,5	161,6	168,7
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien (TC) en matière de santé	49,4	52,1	54,7	57,4	60,3	62,6	65,1
TC en matière de programmes sociaux	16,4	16,9	17,4	17,9	18,5	19,0	19,6
Péréquation	24,0	25,3	26,1	27,1	28,1	29,1	30,3
Formule de financement des territoires	4,8	5,2	5,4	5,6	5,9	6,1	6,4
Accords sur la santé avec les provinces et les territoires	4,3	4,3	4,3	4,3	3,1	2,5	2,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	5,6	6,6	7,9	7,9	7,7	7,7	7,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7
Autres transferts aux gouvernements	-6,8	-7,3	-7,8	-8,1	-8,4	-8,8	-9,2
Total	100,1	105,5	110,6	114,7	117,7	120,9	125,0
Frais de carburant retourné	10,1	15,3	15,6	17,7	19,4	21,3	23,1
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	91,1	103,4	103,9	106,2	109,7	112,5	114,7
Charges de fonctionnement	131,0	126,8	125,2	122,7	126,4	128,8	133,3
Total	222,1	230,2	229,1	228,9	236,1	241,3	247,9
Total des charges de programmes	452,8	485,9	497,0	509,1	527,6	545,2	564,7
Frais de la dette publique	47,4	52,8	53,7	57,8	61,3	64,6	67,6
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	500,2	538,7	550,8	566,9	589,0	609,8	632,3
Pertes actuarielles nettes	7,6	4,2	1,8	-1,2	-0,2	-2,9	-4,0
Pour cent du PIB							
Principaux transferts aux particuliers	4,2	4,5	4,6	4,6	4,6	4,6	4,7

Principaux transferts aux autres administrations	3,5	3,5	3,6	3,6	3,5	3,5	3,5
Frais de carburant retourné	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6
Charges de programmes directes	7,7	7,7	7,4	7,1	7,0	6,9	6,8
Total des charges de programmes	15,7	16,2	16,0	15,8	15,8	15,7	15,6

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi

En milliard de \$	Estimation	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	29,3	30,9	31,0	31,0	32,1	33,4	34,7
Cotisations des employés fédéraux	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total	29,9	31,4	31,5	31,6	32,6	33,9	35,3
Dépenses							
Prestations	23,0	26,0	27,1	27,5	28,6	29,8	30,7
Frais d'administration	2,9	2,9	2,8	2,8	2,8	2,6	2,2
Total	25,9	29,0	29,9	30,3	31,4	32,4	32,9

	2023	2024	2025	2026	2027	(...)	2031	2032
Solde annuel	5,6	2,2	1,7	1,3	1,3		3,0	3,4
Solde cumulé	-19,1	-16,9	-15,2	-13,9	-12,7		-3,3	0,1
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,63	1,66	1,64	1,59	1,58		1,58	1,58

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués. La période de prévision s'étend de 2024 à 2032.

Annexe F : Charges de programmes directes

En milliard de \$	Estimation	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Autres paiements de transfert	91,1	103,4	103,9	106,2	109,7	112,5	114,7
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses personnelles	66,0	68,6	65,8	65,8	68,8	70,1	72,3
Sociétés d'État consolidée	8,9	9,4	9,8	8,9	8,9	9,2	9,6
Autres dépenses de fonctionnement	49,8	42,6	42,4	40,9	41,3	41,8	43,2
Total	124,7	120,6	118,0	115,6	119,0	121,1	125,1
Charges d'amortissement des immobilisations	6,3	6,1	7,2	7,1	7,4	7,8	8,2
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	131,0	126,8	125,2	122,7	126,4	128,8	133,3
Total des charges de programmes directes	222,1	230,2	229,1	228,9	236,1	241,3	247,9

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale

En milliard de \$ sauf indication contraire	Estimation	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Dette portant intérêt							
Dette contractée sur les marchés*	1 369,9	1 456,0	1 577,4	1 663,5	1 758,8	1 843,6	1 937,6
Régimes de retraite et autres avantages futurs	353,5	362,2	371,4	375,4	380,2	384,2	386,8
Autres passifs	5,6	5,9	6,4	6,7	7,1	7,5	7,9
Total	1 728,9	1 824,1	1 955,3	2 045,6	2 146,1	2 235,3	2 332,2
Créditeurs et charges à payer	271,0	281,7	294,3	308,4	325,9	343,7	363,7
Comptes d'opérations de change passif	44,0	43,3	43,6	43,6	43,6	43,6	43,6
Dérivés	3,1	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Total des passifs	2 046,9	2 152,7	2 296,5	2 401,0	2 519,0	2 626,0	2 742,9
Actifs financiers	712,2	767,6	868,3	938,5	1 023,6	1 102,1	1 191,7
Actifs non financiers	113,6	117,7	121,8	126,1	130,6	135,2	140,0
Total des actifs	825,9	885,2	990,1	1 064,7	1 154,2	1 237,3	1 331,7
Dette fédérale (obligations moins actifs)	1 221,1	1 267,4	1 306,4	1 336,4	1 364,8	1 388,6	1 411,2
Dette fédérale (% du PIB)	42,2	42,2	42,0	41,4	40,8	39,9	39,0
Dette contractée sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	321,1	360,4	393,2	423,9	442,6	470,8	500,9
Besoins d'emprunt, de la <i>Loi autorisant certains emprunts</i>	1 691,1	1 816,4	1 970,6	2 087,3	2 201,4	2 314,5	2 438,4

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

* Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Ce chiffre peut différer légèrement de ce qui est déclaré dans les Comptes publics, qui comprennent un rajustement pour le coût amorti. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles de mars 2024

En milliard de \$	Estimation	Prévision				
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	3,1	6,2	4,3	1,9	0,1	0,2
Impôt sur le revenu des sociétés	3,3	5,4	2,8	5,8	7,8	3,8
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,2	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0
Total	6,3	11,8	7,1	7,6	7,9	3,9
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-0,2	1,0	0,9	-0,1	-0,3	-0,3
Droits de douane à l'importation	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,0
Autres taxes et droits d'accise	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,4	-0,6
Total	0,0	1,1	1,0	-0,3	-0,7	-0,9
Autres revenus fiscaux	-2,5	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits issus de la redevance sur les combustibles	-0,3	-0,3	0,1	0,3	0,6	1,0
Cotisations d'assurance-emploi	0,4	0,6	0,6	-0,2	-0,3	-0,2
Autres revenus	-0,3	-1,0	0,8	1,0	2,4	2,6
Total des revenus budgétaires	3,6	13,4	9,7	8,5	9,8	6,5
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,2	-0,2	-0,4	-0,3	0,1	0,7
Prestations d'assurance-emploi	0,4	0,0	0,8	0,6	0,9	1,3
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-1,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,2	1,0	0,5	0,6	0,6	0,5
Total	-0,9	0,6	0,9	0,9	1,5	2,5
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,1
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Autres transferts aux gouvernements	0,0	0,0	-0,2	-0,1	0,0	0,0
Total	0,0	0,0	-0,2	-0,1	-0,2	-0,4
Frais de carburant retourné	-1,6	1,5	-0,1	0,2	0,3	1,0

Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	1,2	12,3	11,1	11,2	10,9	10,1
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	4,1	2,4	1,8	1,2	0,6	-1,3
Total	5,3	14,8	12,9	12,4	11,5	8,7
Total des charges de programmes	2,8	16,8	13,5	13,3	13,1	11,9
Frais de la dette publique	0,7	0,7	0,9	1,3	1,8	2,6
Total des charges	3,5	17,5	14,4	14,6	14,9	14,5
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	0,1	-4,1	-4,7	-6,1	-5,1	-8,0
Pertes actuarielles nettes	0,0	1,4	-1,3	-1,2	-1,1	-1,1
Solde budgétaire	0,1	-5,5	-3,4	-4,9	-4,0	-6,9
Dette fédérale	0,3	5,9	9,3	14,2	18,2	25,1

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles du budget de 2024

En milliard de \$	Estimation	Prévision				
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-2,7	0,8	-0,7	0,3	-1,7	-2,3
Impôt sur le revenu des sociétés	-1,4	-3,2	-1,6	0,1	-1,3	-3,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,0	0,1	0,1	0,3	0,5	0,4
Total	-4,1	-2,3	-2,1	0,8	-2,5	-5,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-0,3	-0,5	-0,1	-0,3	-0,2	0,1
Droits de douane à l'importation	0,0	0,2	0,7	0,7	0,8	0,9
Autres taxes et droits d'accise	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3
Total	-0,5	-0,3	0,5	0,2	0,4	0,7
Autres revenus fiscaux	0,0	0,2	0,4	0,4	0,8	0,6
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,2	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4
Cotisations d'assurance-emploi	0,2	0,8	0,5	-0,7	-1,0	-1,1
Autres revenus	0,1	0,1	-0,5	-1,2	0,9	1,3
Total des revenus budgétaires	-4,1	-1,2	-1,0	0,1	-1,1	-3,3
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,2	0,5
Prestations d'assurance-emploi	0,0	-0,6	-0,8	-0,7	-0,4	-0,4
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-0,4	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,2	0,4	0,0	-0,2	-0,7	-1,1
Total	-0,1	-0,3	-0,9	-0,8	-0,8	-0,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,2	-0,3
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,1	0,2	0,3	0,5
Autres transferts aux gouvernements	-0,1	-0,1	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2
Total	-0,1	0,0	-0,2	-0,1	0,0	-0,1
Frais de carburant retourné	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4

Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	2,4	1,7	0,0	0,4	0,0	-0,3
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	0,1	3,7	1,4	-0,4	1,9	1,7
Total	2,5	5,5	1,5	0,0	1,9	1,3
Total des charges de programmes	2,5	5,4	0,7	-0,5	1,3	0,8
Frais de la dette publique	0,2	-1,3	-1,2	0,8	0,4	0,3
Total des charges	2,7	4,1	-0,3	0,3	1,8	1,1
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-6,8	-5,3	-0,7	-0,2	-2,8	-4,3
Pertes actuarielles nettes	0,0	1,1	-0,6	-1,1	-1,2	-0,5
Solde budgétaire	-6,8	-6,6	-0,1	0,8	-1,7	-3,8
Dette fédérale	5,6	12,1	12,3	11,5	13,1	16,9

Source :

Ministère des Finances Canada.

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Notes

¹ Mesurée par les variations d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC).

² Conformément aux estimations de la Banque du Canada, nous avons révisé à la hausse (de 25 points de base) notre hypothèse selon laquelle le taux directeur neutre (nominal) s'établirait à 2,75 %. Par conséquent, les niveaux d'équilibre (nominal) de l'obligation de référence du gouvernement à 10 ans et de l'obligation de référence à long terme (maximum à 30 ans) sont maintenant respectivement de 3,50 et de 3,75 %, et le taux des bons du Trésor à 3 mois à l'état d'équilibre est de 2,70 %.

³ Ces montants comprennent les estimations des coûts des mesures présentées dans le budget de 2024 et des mesures hors cycle. Ces mesures, dans leur ensemble, sont conformes aux prévisions budgétaires du gouvernement.

⁴ Cela est conforme aux nouvelles normes comptables pour les instruments financiers qui sont entrées en vigueur en 2022-2023. Voir la note 3 du [Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2022-2023](#) pour plus de détails.

⁵ La révision à la hausse de nos perspectives relatives aux rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers reflète en grande partie la hausse du revenu des ménages. Les recettes fiscales des sociétés au cours de la période de prévision sont plus élevées comparativement à leur niveau d'avant la pandémie et à notre projection de mars 2024. Précédemment, nous avions prévu que les recettes fiscales des sociétés se normaliseraient à moyen terme pour revenir au niveau d'avant la pandémie. Nous avons revu cette hypothèse pour les sociétés et nous prévoyons maintenant que les recettes baisseront légèrement à moyen terme, mais qu'elles demeureront au niveau le plus élevé observé.

⁶ Pour obtenir plus de détails concernant l'approche utilisée pour construire des intervalles de confiance concernant nos prévisions économiques et fiscales, voir [l'Évaluation de l'incidence des mesures du budget de 2021](#).

Comme nous l'avons mentionné dans nos rapports précédents, l'une des limites clés des distributions des indicateurs fiscaux réside dans le fait qu'elles ne tiennent compte que de l'incertitude « économique ». Elles ne tiennent pas compte de l'incertitude liée à la transposition des projections économiques en projections financières; des interventions

discrétionnaires de la politique monétaire liées à différents résultats économiques; ou des risques non économiques.

RP-2425-018-S_f

T_RP_3.1.0f

© Bureau du directeur parlementaire du budget, Ottawa, Canada, 2024